

l'impossibilité de contracter mariage et divers autres inconvénients. Toutefois, telle est la ligne de conduite des banques.

D. Serait-ce la ligne de conduite d'une banque d'Etat?—R. Je l'ignore.

D. Devrait-il en être ainsi?—R. Je crois que, en analysant la situation, vous constaterez que les salaires payés par les banques suivent d'assez près ceux que l'Etat verse à ses fonctionnaires.

M. KINLEY: Je sais qu'ils sont comparables à ceux que touchent les employés postaux.

Le TÉMOIN: Je ne crois pas qu'il existe un écart bien considérable. Il s'agit d'une formation plutôt technique. Elle décourage certains employés. Je sais qu'il en est ainsi. Il y a cependant une considération qu'il faut toujours envisager. Pour ma part, j'ai déjà conseillé à des jeunes gens, qui n'avaient peut-être pas eu l'avantage de faire des études universitaires, mais avaient pu tout de même obtenir une solide instruction, d'essayer d'obtenir de l'emploi dans une banque. J'estime qu'un jeune homme qui se destine au commerce peut acquérir des connaissances très utiles dans une banque.

*M. Blackmore:*

D. Les frais qu'entraîne l'octroi de crédit varient énormément, de même que les salaires versés aux employés des banques, et plusieurs autres facteurs entrent en ligne de compte. Toutefois, voudriez-vous que les frais d'administration du crédit fussent acquittés par les emprunteurs?

M. NOSEWORTHY: Cela pourrait être presque entièrement compensé par les dividendes et les réserves secrètes.

M. BLACKMORE: Oui. Je remarque que le président semble s'impatienter.

Le PRÉSIDENT: J'ai déjà promis la parole à un autre membre du Comité et votre interrogatoire a déjà duré une heure et vingt minutes.

M. BLACKMORE: Je devrai le reprendre plus tard. J'ai plusieurs questions à poser à M. Bickerton.

*M. Blackmore:*

D. Le taux d'intérêt pourrait être abaissé grâce à une subvention de l'Etat. Autrement dit, si le taux d'intérêt des banques privées était de 3½ p. 100, et que le gouvernement eût pour principe de faire bénéficier les cultivateurs d'un taux de 3 p. 100, la différence pourrait, n'est-ce pas, être compensée par un octroi de l'Etat, sans que les banques fussent étatisées?—R. Croyez-vous qu'il soit avantageux de soutenir l'économie d'un pays à l'aide de subventions?

D. Il s'agit de savoir non pas si cela serait avantageux ou non, mais si cela constituerait une solution au problème?—R. Il est parfois impossible de trouver une solution.

D. Si une banque d'Etat prêtait des fonds à perte—s'il y avait risque pour cette banque de subir des pertes résultant de prêts irrécouvrables, et le reste—l'Etat ferait tout aussi bien d'affecter les deniers qu'il aurait perdu autrement au paiement de subventions aux banques privées, afin que ces dernières pussent conduire leurs opérations aussi bien qu'une banque d'Etat pourrait le faire.

M. McGEER: Puis-je poser une question à M. Bickerton? Vous avez exposé les sept motifs sur lesquels M. Blackmore s'est arrêté et vous avez sans doute pris connaissance du rapport McMillan, c'est-à-dire celui qui se rapporte à l'Angleterre?

Le TÉMOIN: Oui, je le connais assez bien.

*M. McGeer:*

D. Voici ce que je relève à la page 118, section 280, partie 4 de ce rapport, où il est question de la réglementation de la monnaie domestique: